

ARRETE PREFECTORAL du 07 DEC. 2020

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

portant mise en demeure de la société Benjamin TERRASSE TP sise à UPIE

Le Préfet de la Drôme,

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et L.181-14 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°05-3554 du 02 août 2005 portant autorisation d'exploiter une carrière située lieu-dit « Les Vesonières » à UPIE (26120) par l'EURL Benjamin TERRASSE ;
- Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement du 08 juillet 2020 relatif à l'inspection réalisée sur le site de la carrière de l'établissement Benjamin TERRASSE TP à Upie le 25 juin 2020, transmis à l'exploitant le 08 juillet 2020 ;
- Vu** le courrier de relance du 14 septembre 2020 sur les suites de l'inspection du 25 juin 2020 et la réponse de l'exploitant du 12 octobre 2020 ;
- Vu** la lettre du 05 novembre 2020 reçue par l'exploitant le 09 novembre 2020 valant consultation contradictoire ;
- Vu** les observations de l'exploitant par courriel du 20 novembre 2020 ;

Considérant que les conditions d'exploitation et de suivi de la carrière ne correspondent pas aux conditions prévues dans l'arrêté d'autorisation n° 05-3554 du 02 août 2005 et au dossier de demande d'autorisation du 21 avril 2004 ;

Considérant que l'avancée de l'exploitation ne correspond plus au phasage d'exploitation prévu dans l'arrêté d'autorisation ;

Considérant que le remblayage et la remise en état ne sont pas réalisés dans les conditions prévues dans l'arrêté d'autorisation ;

Considérant que le calcul des garanties financières n'a pas été mis à jour et que les garanties financières ne sont pas provisionnées ;

Considérant que les déchets doivent être collectés séparément puis valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées ;

Considérant que ces manquements sont de nature à modifier les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière ;

Considérant que toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet ;

Considérant que les modifications d'exploitation n'ont pas été portées à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de faire application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme,

ARRÊTE

Article 1er :

La société Benjamin TERRASSE, dont le siège social est situé 2 rue des Arisans ZA Boudras à UPIE (26120) est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus ci-après, les dispositions des articles suivants de son arrêté préfectoral d'autorisation susvisé relatif à l'exploitation de la carrière située lieu-dit « Les Vesonières » à UPIE.

Pour le 31 janvier 2021 :

- Article 15 : Garanties financières

Mettre à jour le calcul des garanties financières et fournir le document attestant de leur constitution.

Pour le 31 mars 2021 :

- Article 16 : Modification

Porter à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation, les modifications qui ont été faites aux installations, à leur mode d'utilisation de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

- Article 13 : Déchets

Valoriser ou éliminer les déchets inertes du BTP stockés sur le site vers des installations dûment autorisées.

Article 2 :

Le porter à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation, des modifications qui ont été faites concerne notamment les points suivants :

- la conduite de l'exploitation avec la mise à jour du phasage d'exploitation et la remise en état des secteurs qui ont été exploités ;
- les modalités de remblayage (les hauteurs de remblayage, cotes du sol reconstitué...) ;

Article 3 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1er ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement à savoir :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites : les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Article 4 : Recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de Grenoble, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par internet à l'adresse www.telerecours.fr

Article 5 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitant. Une copie dudit arrêté sera également adressée au Maire d'Upie.

À Valence, le 07 DEC. 2020

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
La Secrétaire Générale

Marie ARGOUARCIH